

Le Plan Climat Energie Territoire du Conseil général de l'Allier

Contexte et enjeux

Afin de lutter contre le changement climatique et s'adapter au contexte de raréfaction des ressources fossiles, des engagements de réduction des émissions des gaz à effet de serre (GES) ont été pris aux échelles mondiale, européenne et nationale.

L'objectif européen est :

- la réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre,
- l'augmentation de 20 % de la part d'Energies Renouvelables (ENR) dans le mix énergétique sur le territoire
- la réalisation de 20 % d'économie d'énergie à horizon 2020.

Ces objectifs ont ensuite été déclinés au niveau régional à travers le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) adopté par le Conseil régional en juillet 2012 :

- une réduction de 22,4 % des consommations énergétiques finales d'ici 2020 par rapport à celles de 2008,
- une réduction de 15 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020 par rapport à celles de 2007,
- une production des énergies renouvelables équivalente à 30 % de la consommation énergétique finale en 2020, soit un doublement de la proportion actuelle.

Plan Climat Energie Territoire : mode d'emploi

Face à ces enjeux, le Conseil général de l'Allier s'est engagé en décembre 2010 dans l'élaboration d'un Plan Climat Energie Territoire (PCET).

Ce document de planification de l'action des territoires pour la lutte et l'adaptation au changement climatique est issu de l'article 75 de la loi « Grenelle 2 ». Il structure et rend visible l'action de la collectivité et des acteurs associés face au défi du changement climatique, ceci à deux échelles :

- l'échelle du patrimoine et des services de la collectivité
- l'échelle du territoire et de ses acteurs

La mise en œuvre du Plan Climat Energie Territorial



La première étape du PCET consiste à élaborer un Bilan d'Emission des Gaz à Effet de Serre (BEGES). Ce bilan d'ensemble permet d'appréhender de manière globale les émissions générées par l'ensemble des activités présentes dans l'Allier. Il constitue un état des lieux indispensable pour l'identification des principaux enjeux et des axes d'amélioration, objet des Plans Climat Energie Territoriaux.

Afin de rendre la démarche la plus cohérente possible, les communautés d'agglomération de Montluçon, Vichy et Moulins et les Pays de Montluçon et de la vallée du Cher et de Vichy Auvergne et le Conseil général de l'Allier ont décidé de réaliser ensemble des bilans des émissions de GES sur chacun de leurs périmètres.

Cette démarche partenariale innovante a été présentée au public lors d'une réunion organisée par le Conseil général à Montmarault en octobre 2012.

Le Bilan Carbone® est un raisonnement en « ordre de grandeur ». Ces marges d'erreur ne remettent pas en cause la détermination des postes prépondérants. En effet, malgré les parts d'incertitudes parfois importantes, les secteurs prioritaires restent de loin ceux des déplacements et des immobilisations suivis de l'énergie.

[Mettre ici le lien vers le Bilan Carbone du Volet « Patrimoine et Services ».](#)

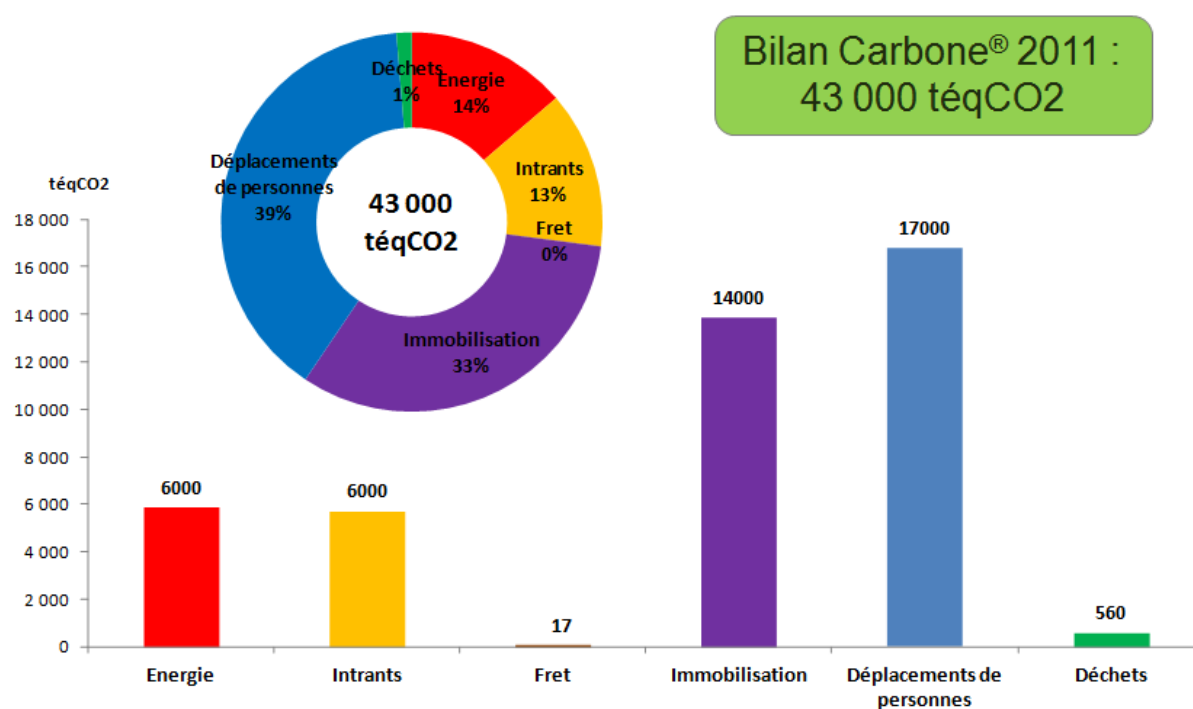
[Mettre ici le lien vers le Bilan Carbone du Volet « Territoire »](#)

[Mettre ici le lien vers le rapport complet.](#)

La seconde étape du PCET vise à définir et à mettre en œuvre un programme d'actions. Ce programme ne vise pas seulement la réduction des gaz à effet de serre mais également l'adaptation de notre territoire au changement climatique. Il doit parvenir à améliorer nos conditions de vie tout en promouvant une économie locale durable.

Bilan Carbone du volet « Patrimoine et Services »

Le périmètre d'étude couvre l'activité propre du Conseil Général de l'Allier, incluant ses **bâtiments** (hôtel du département ; collèges ; bâtiments généraux ; CMS ; CTER ; SAA ; UTT ; UTS,...) ainsi que les **services** qu'il rend à ses administrés dans le cadre de l'exercice de ses compétences (action sociale, collèges, transports scolaires et interurbains, réseau routier départemental, etc.)



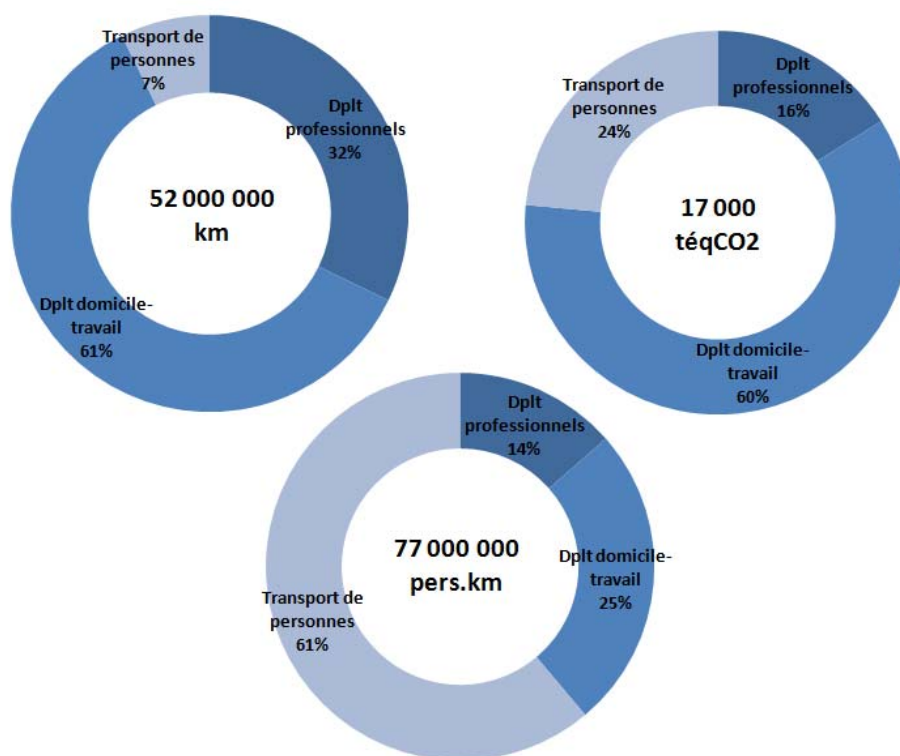
Périmètre de l'étude Bilan Carbone® Patrimoine et Services

Au total, cela représente environ 24 tonnes par agent contre une moyenne nationale à 11 tonnes. Cette différence importante s'explique par la part importante des déplacements dus à la configuration de notre territoire.

Pour rappel, l'approche territoriale fait état de l'émission d'environ 8,5 MteqCO₂. Les émissions Patrimoine Services correspondent ainsi à 0,5% des émissions totales du territoire.

1. Les déplacements de personnes

Ce poste inclut les trajets domicile travail des agents, leurs déplacements professionnels ainsi que les trajets effectués par le réseau de transport en commun du Conseil Général.



Répartition du nombre de kilomètres parcourus et des émissions de GES générées par les déplacements de personnes du Conseil Général de l'Allier

Déplacement Domicile-travail : 80% des déplacements domicile-travail s'effectuent en voiture. A titre indicatif, chaque agent parcourt en moyenne 95 km aller-retour chaque jour contre 52 km aller-retour pour la moyenne nationale (source : INSEE 2008).

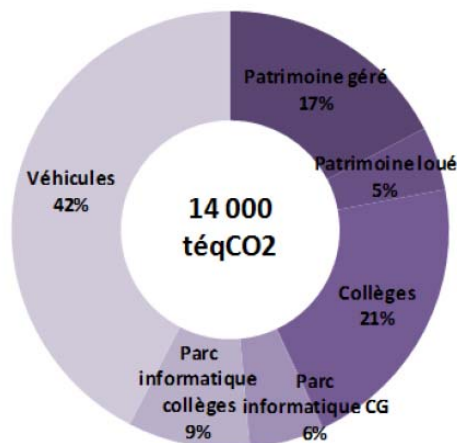
Trajets professionnels : Ils représentent 16% du total des GES du poste « Déplacement de personnes ». Hors UTT et UTS, chaque agent parcourt en moyenne 1 000 km par an dans le cadre de ses déplacements professionnels. Pour rappel, le parc est de 1 véhicule de service/fonction pour 14 agents. Si on ajoute les UTT/UTS, ce chiffre passe à 9 000 km/agent.

Transport de personne : Environ 60% des émissions liées au transport de personnes sont imputables aux cars scolaires. Près de 16 000 élèves utilisent le service et 260 établissements sont desservis.

Environ 72 000 personnes ont voyagé grâce aux lignes régulières (TAD et réservation inclus) en 2010.

2. Les immobilisations

Les immobilisations correspondent au « poids carbone » nécessaire à la fabrication de l'ensemble du patrimoine du Conseil Général (véhicules, immobilier, informatique, mobilier...).



**Répartition des émissions de GES générées
par les immobilisations du Conseil Général de l'Allier**

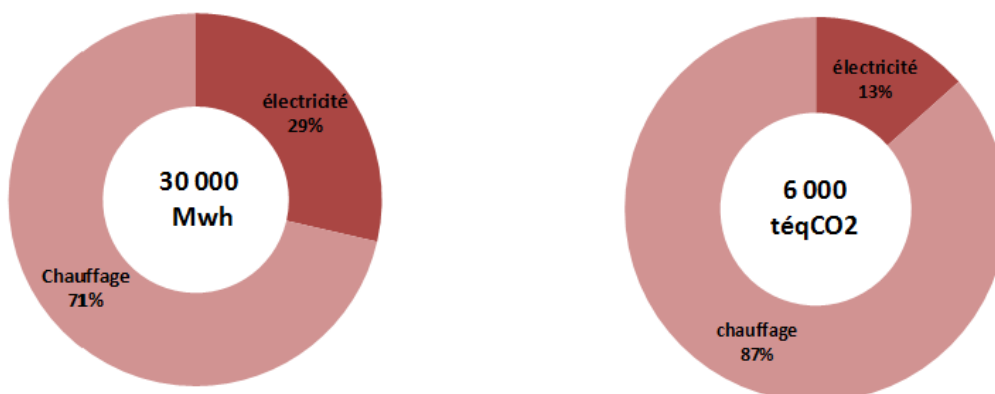
Là encore, les véhicules représentent une bonne partie du total avec 42% des émissions. Les 574 bus à gérer par le Conseil Général en sont l'origine principale.

Les bâtiments de Conseil Général représentent 43% des émissions de ce poste avec 163 000 m² de bâtiments (dont 128 000m² pour le patrimoine géré et 35 000m² pour le patrimoine loué, soit 22%) auxquels il faut ajouter 154 853m² de collèges (soit 21%).

Le parc informatique représente 15% des émissions de ce poste avec un total de 17 000 unités informatiques (5 000 unités informatiques dont 1 324 ordinateurs pour le Conseil Général et 12 000 unités informatiques dont 2 432 ordinateurs pour les collèges).

3. L'énergie

Ce poste correspond aux consommations énergétiques nécessaires à l'électricité et au chauffage de tous les bâtiments gérés par le Conseil Général.



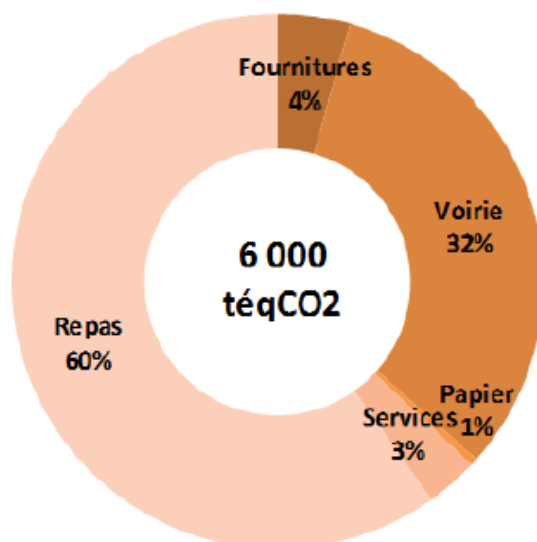
**Répartition des consommations énergétiques et des émissions de GES
générées par l'énergie consommée par le patrimoine du Conseil Général**

Le chauffage représente 71% de la consommation énergétique pour 87% des émissions alors que l'électricité représente 29% des consommations énergétiques pour seulement 13% des émissions de ce poste. Cela est dû à l'approvisionnement nucléaire faiblement émetteur de CO₂ de l'électricité.

Plus de la moitié des émissions liées à l'électricité et plus de 70% des émissions liées au chauffage proviennent des collèges.

4. Les Intrants

Ce poste est composé de toutes les matières importées par le Conseil Général pour le fonctionnement de ses services (hors carburant, véhicules et énergie comptabilisés dans les postes précédents).



**Répartition des émissions de GES générées
par les matériaux et services entrants pour le Conseil Général de l'Allier**

Plus de la moitié des émissions de ce poste provient des repas des collègues et du Restaurant Inter Administratif (RIA) (1 500 000 repas pour les collègues et 41 000 repas des agents du Conseil Général pour le RIA).

Les matériaux et fournitures de voiries représentent 32% des émissions de ce poste. Une grande partie est liée à l'achat d'enrobés (25 000 tonnes).

Les fournitures hors papier (consommable bureautique, fournitures de bureau, mobilier) représentent 4% des émissions de ce poste, les services 3% et le papier 1%.

A titre indicatif, la consommation de papier par agent administratif est de 11 kg par an. La moyenne nationale donnée par l'ADEME est à 80 kg/agent.

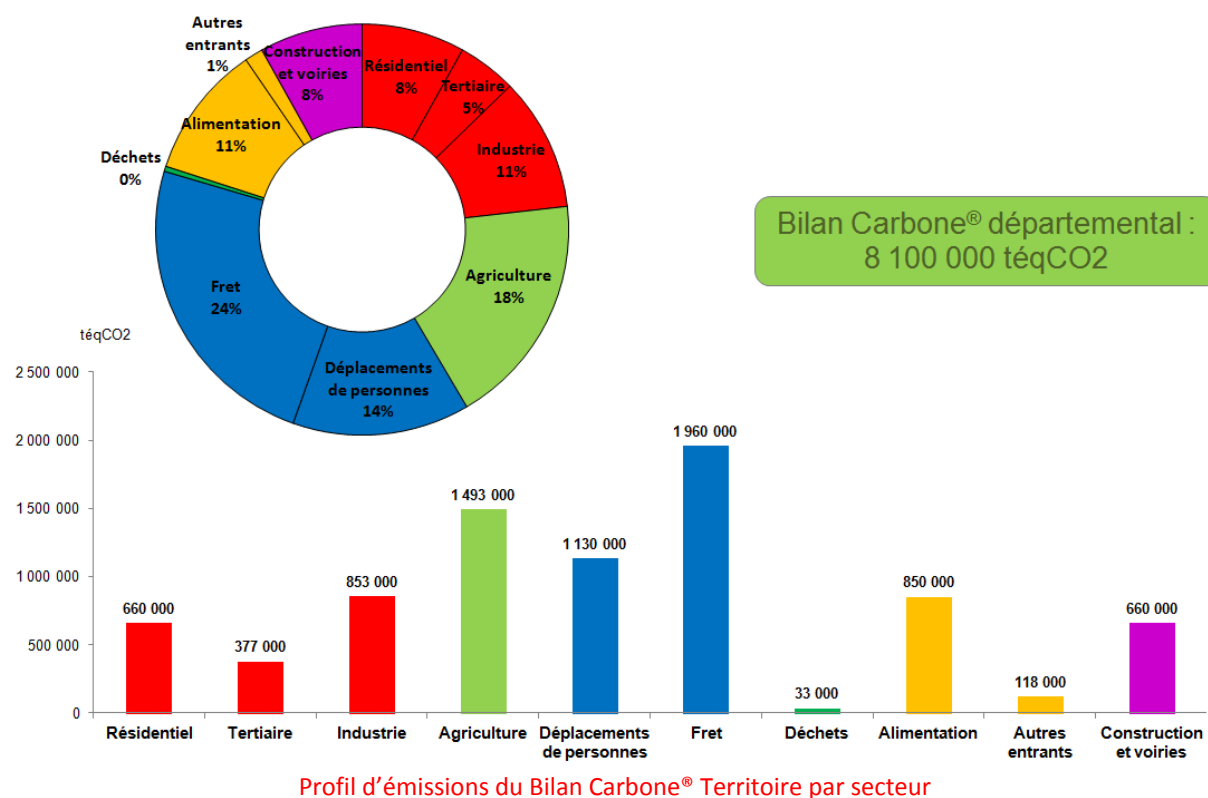
5. Fret et Déchets

Le Fret est composé des courriers entrants et sortants des services du Conseil Général tandis que la partie déchet est constituée des déchets produits en interne par les services ainsi que ceux récupérés sur les routes.

Ces deux postes représentent à eux deux, moins de 2% du total des émissions.

Bilan Carbone du volet « Territoire »

Il correspond à l'évaluation des émissions de GES générées sur notre territoire par les diverses activités qu'il héberge.



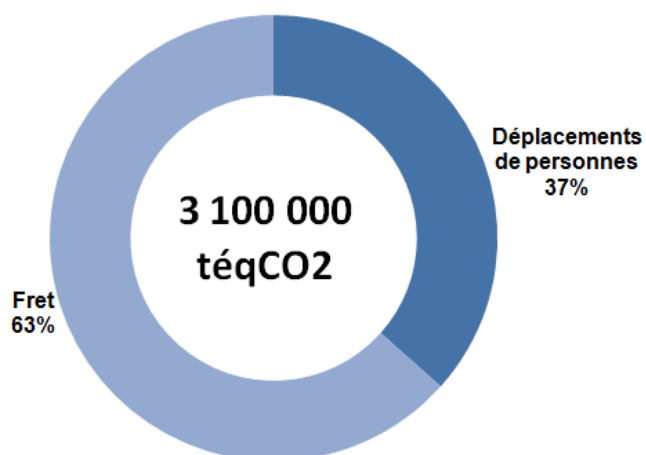
Les émissions de Gaz à Effet de Serre du territoire de l'Allier ont été évaluées à l'aide de la méthodologie du Bilan Carbone® à 8 100 000 t_{éq}CO₂, soit 23,8 t_{éq}CO₂/habitant, soit deux fois plus que la moyenne nationale.

La méthodologie Bilan Carbone fonctionne sur un système fermé. Elle fait le bilan de tout ce qui entre et tout ce qui sort. Pour le département de l'Allier, la RCEA et la nationale 7 pèse pour près du quart des émissions.

Ce document présente les trois principaux secteurs émetteurs.

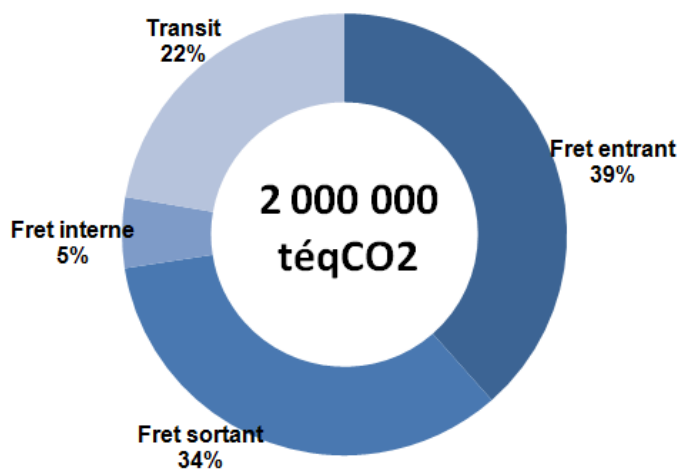
1. Transport

Le secteur « transport » regroupe les émissions liées aux déplacements de personnes et au fret de marchandises. Ce secteur pèse pour près de 38 % du bilan carbone global.



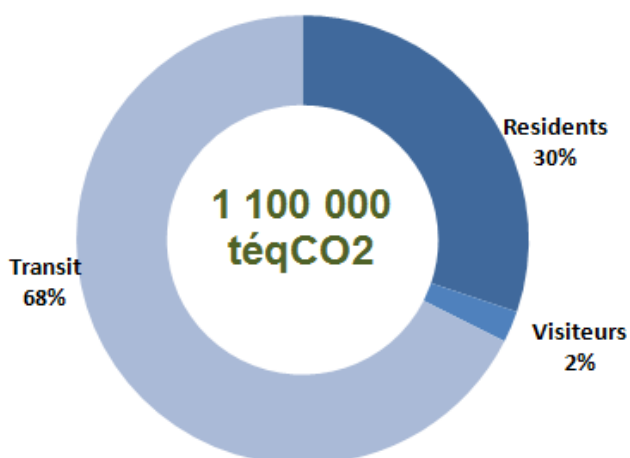
Répartition des émissions de GES générées par le secteur du transport

Zoom sur le FRET



Répartition des émissions de GES par origine du fret de marchandises

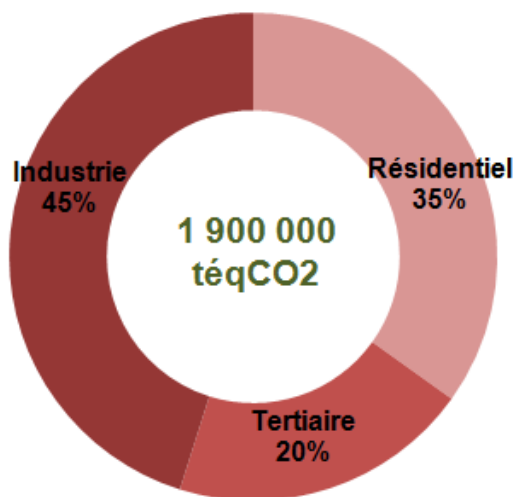
Zoom sur le déplacement de personne



Répartition des émissions de GES entre les personnes en transit, les résidents et les visiteurs pour le poste des déplacements de personnes

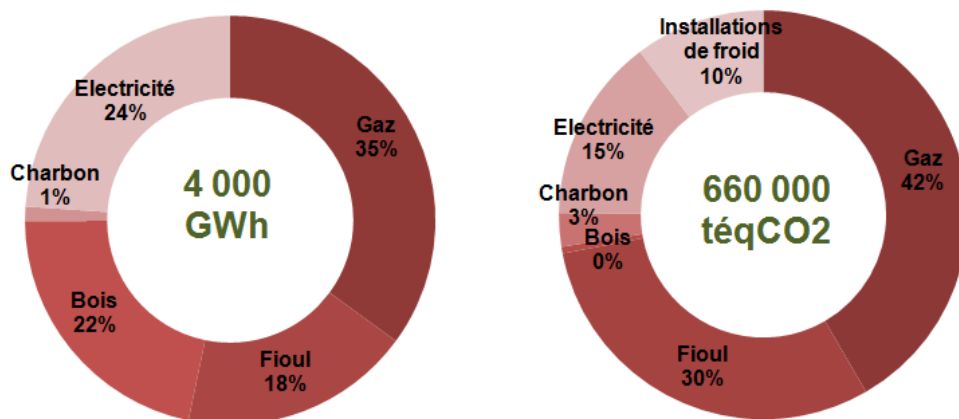
2. Energie

Ce secteur correspond à l'utilisation de l'énergie dans les logements et dans les bâtiments des activités tertiaires. La consommation d'énergie engendre 23% des émissions du territoire.



Répartition des émissions de GES générées par le secteur

Zoom sur le secteur résidentiel

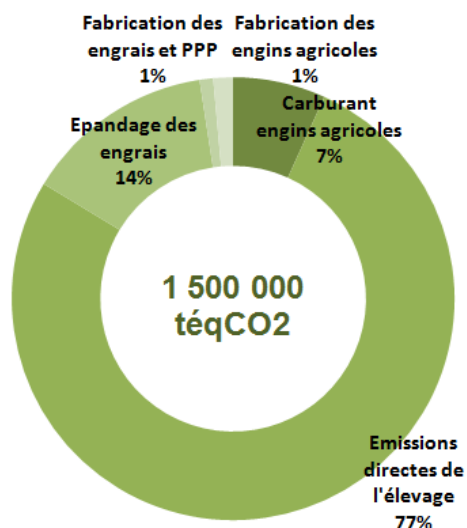


Répartition des émissions de GES générées par le poste résidentiel

On note une forte prédominance des énergies fossiles dans la consommation énergétique du secteur résidentiel avec plus de la moitié des consommations. Cela peut avoir un impact important sur la vulnérabilité des personnes à une hausse du prix de ces matières et sur l'exposition des personnes à la précarité énergétique.

3. L'agriculture

Ce secteur correspond aux émissions directes et indirectes des activités agricoles. Il représente 18% du bilan carbone total.



**Répartition des émissions de GES générées
par les activités agricoles du territoire**

Il est nécessaire de rappeler que les deux tiers du territoire de l'Allier sont consacrés à l'agriculture et que les trois quarts sont destinés à l'élevage. Le cycle du vivant entraîne des émissions importantes liées au fait qu'une molécule de méthane a un impact en équivalent carbone 21 fois supérieures à celui du CO₂.